

MOVIMIENTO DE MUJERES EN LUCHA

Argentine

Données clés

- Date de création: 3 juin 1995
- Statut: Association de femmes
- Secteur d'intervention: monde rural
- Lieux d'implantation: « Zona Pampaena »: territoires d'extension de la Pampa
- Principaux dirigeants: Lucy de CORNELIS (fondatrice), Ana GALMARINI (présidente) Ana Maria RIVEIRO (vice-présidente)
- Site de l'organisation: aucun

Liens utiles

Témoignage de Ana Galmarini et exemple d'actions entreprises lors d'un « remate »: <http://argentina.indymedia.org/news/2007/03/494405.php>

Entretien avec Ana Maria Riveiro dans le cadre d'un projet OPALC <http://www.opalc.org/damien/index.php?post/2009/02/12/Lecorchee>

La dignité du peuple de Javier Solanas, Une partie de ce film documentaire est consacré au MML.



Aperçu Historique

Le Mouvement des Femmes en Lutte (MML) est né le 3 juin 1995 dans une ville rurale de la Pampa (5000 habitants) qui porte le nom de la fille d'un grand propriétaire terrien de la région: Winifreda. Tout commence la veille de la décision de « remate » (expropriation juridique) d'une exploitation familiale, acculée au dépôt de bilan. La femme du petit producteur surendetté, Lucy de Cornelis, lance un cri de désespoir à la radio locale pour dénoncer les conditions usuraires des banques et mobiliser toutes les femmes d'agriculteurs qui, comme elle, font face à une situation financière particulièrement précaire. Contre toute attente, le lendemain matin, plus de 350 femmes se sont réunies devant le tribunal. Les hommes -que l'on a dit honteux de ne pouvoir subvenir aux besoins de leurs familles- brillent par leur absence. Cette mobilisation massive et spontanée est l'acte fondateur du MML. Rapidement, ce mouvement de femmes se dote d'un statut légal et devient une association à but non lucratif que préside pendant une dizaine d'année Lucy de Cornelis -avant qu'elle n'en soit expulsée pour accusation de connivence avec le pouvoir Kirchneriste. Les premières revendications de cette organisation non-syndicale sont néanmoins d'ordre sectoriels. Ces femmes d'agriculteurs réclament:

- l'appui des gouvernements fédéraux afin qu'ils mettent un frein aux procédures d'expropriation,

- les rééchelonnements des dettes au cas par cas auprès des créanciers (négociations de rallonges, suspensions des intérêts, abaissement des prélèvements mensuels...) et,
- le refinancement, à des taux avantageux, des producteurs insolubles afin de leur permettre de relancer leur activité et de renforcer par la même, le tissu économique et social en milieu rural.

Leur moyen de pression privilégié a longtemps été le recours aux chants patriotiques (notamment l'hymne national argentin), entonnés à l'unisson lors des séances publiques d'expropriation. Bien que certaines militantes de l'organisation aient eu à répondre devant les tribunaux d'«obstruction au travail de la justice », leur stratégie d'action, pacifique mais combative, s'est relevée payante: le MML a réussi à obtenir, entre la seconde moitié des années 90 et le début des années 2000, l'interruption des poursuites judiciaires pour recouvrement de dettes à un millier de petits exploitants agricoles en difficulté. Jouissant d'un fort appui médiatique national et d'importants relais associatifs au niveau international, le MML étend aujourd'hui l'enjeu de ses mobilisations à des revendications plus générales. Le MML milite ainsi pour un nouveau modèle de développement agricole.

Analyse

Il convient de préciser tout d'abord que le MML n'est pas un mouvement féministe mais un mouvement de femmes. Ainsi, leurs revendications ne portent pas sur l'amélioration de la condition féminine en milieu rural -bien que les résultats soient probants en ce domaine-, mais sur celle de la conditions paysanne. Ces femmes se battent avant tout pour faire valoir la dignité de leurs maris face aux procédures d'expropriation. Le nombre de militantes de cette association -exclusivement composée de femmes- n'est pas connu. En revanche, nous savons qu'il existe des branches locales du MML dans presque la totalité des provinces argentines. Aussi, si le centre névralgique du MML se situe dans la région de Rosario, il s'agit bien d'un mouvement d'envergure nationale. Très implantée dans la zone pampaena (Provinces de Buenos Aires, de Santa Fe, de Cordoba, d'Entre Rios, etc.), l'association tend aujourd'hui à se développer dans les régions plus marginalisées économiquement (Patagonie, Chaco, Nord Ouest Argentin, Région de Misiones, etc) où elle participe notamment à l'instruction et à la politisation des femmes. Outre les chants patriotiques entonnés dans les tribunaux, l'éventail de leur répertoire d'action va de la distribution de tracts à l'organisation de « tractorazos » (opérations escargot menées en tracteurs).

Au sein du MML, l'une des valeurs les plus revendiquées est la loyauté envers les principes qui ont fait la force de l'association: l'indépendance et l'intégrité à toute épreuve. De fait, s'il n'entre pas dans la contestation ouverte, le MML se montre critique envers le gouvernement, les institutions et le jeu partisan, auxquels ils reprochent corruption et déliquescence. Cette défiance se retrouve à l'égard des syndicats agricoles traditionnels, à qui le MML a longtemps reproché d'avoir été cooptés par le pouvoir menemiste et de s'être laissés enfermer dans l'officialisme. Avec la rébellion chacarera de 2007-08 (lutte contre les taxes à l'importation sur les produits agricoles), le MML s'est malgré tout rapproché des syndicats agricoles qui défendent les petits producteurs, à l'instar de la Fédération Agraire Argentine (FAA) ou du MOCASE (mouvement des paysans de Santiago del Estero). Le MML entretient en outre des contacts avec des syndicats régionaux (MST au Brésil ; Barzón au Mexique, etc) et des ONG Internationales comme l'association Vía Campesina. Aujourd'hui, Le MML diversifie ses revendications. Le mouvement défend un autre modèle de développement agricole, à la fois socialement moins discriminant et éthiquement plus responsable. Face aux défis que représentent l'insécurité alimentaire, le MML réclame que la production agricole soit réorientée vers le marché intérieur et que soit privilégié l'intérêt national avant celui des multinationales de l'agro-business. Ainsi, les nouveaux combats du MML se portent contre le processus d'*extranjerización de la tierra* (appropriation de la terre par des étrangers), ou contre le développement de la *sojadedependencia* (la dépendance économique liée au soja OGM).

Informations utiles

Comprendre la crise agricole des années 90: les raisons d'une mobilisation sociale

Au lendemain de la guerre froide, les Etats-Unis encouragent les pays latino-américains à sortir du marasme de la « décennie perdue » (année 80) en suivant scrupuleusement les 10 points du consensus de Washington. A grands renforts de privatisations, de déréglementations et de coupes budgétaires, la recette néolibérale proposée par la Maison Blanche doit permettre l'intégration pleine et entière de l'Amérique du Sud à l'économie internationale. En matière d'ouverture économique brutale, l'Argentine du Président Menem est montrée en exemple. Le ministre de l'économie de l'époque, Domingo Cavallo, signe en novembre 1991, un décret qui marque le début de la dérégulation et frappe durablement le secteur agricole. La loi de parité 1 peso = 1 dollar encourage les agriculteurs à importer de l'étranger du matériel agricole performant, et à s'endetter auprès des banques qui proposent alors des taux alléchants. Or, avec la dissolution des structures régulatrices des marchés agricoles créés sous le péronisme (Junta Nationale des Grains, de la Viande, du Sucre, du Vin, etc) et la concurrence déloyale des produits subventionnés européens et nord américains, les producteurs argentins sont soumis à une grande volatilité des cours. Progressivement, la condition paysanne se précarise. Cooptés par le pouvoir, les syndicats agricoles traditionnels sont étonnement passifs voire permissifs. Dans ce contexte difficile, l'« effet tequila » lié à la crise mexicaine -qui se répercute sur les taux d'intérêt- vient fragiliser un peu plus la situation économique des agriculteurs. Beaucoup de petits et de moyens producteurs sont alors happés par la spirale de la dette. Selon les chiffres de l'Institut National des Techniques Agraires (INTA), entre 1988 et 2002, 103 405 exploitations ont disparu, soit un quart des exploitations du pays.

Bibliographie

Ouvrages sur le monde rural argentin et sur les difficultés qu'il traverse

BALSA Javier, MATELO Graciela & OSPITAL Maria Silvia (compiladores), Pasado y presente en el agro argentino, *Lumières*, Buenos Aires, 2008, 620 p.

BARSKY Oslvado & DAVILA Mabel, *La rebelión del campo: Historia del conflicto agrario argentino*, sudamericana, Buenos Aires, 2008, 345 p.

MURANO Adrián, El Agitador: Alfredo de Angeli y la historia secreta de la rebelión chacarera, *Planeta*, Buenos Aires, 2008, 216 p.

Articles sur l'histoire des femmes rurales en Argentine au XXe siècle

ROMBOUTS Javier, *Trabajadores rurales argentinas*, El Federal n°232, Buenos Aires, octobre 2008, 10 p.

Articles sur le Movimiento de Mujeres en Lucha

FELITTI Karina, Hacia una historia del Movimiento de Mujeres en Lucha: Conciencia de clase, conciencia feminista, conciencia feminista, in *Razón y Revolución* n°5, Buenos Aires, 1999, 9 p. (<http://razonyre2.razonyrevolucion.org>).

GIARRACCA Norma & TEUBAL Miguel, Crisis and Agrarian Protest in Argentina: The Movimiento Mujeres Agropecuarias en Lucha, *Latin American Perspectives*, 2001, 15 p. (<http://lap.sagepub.com/>)

ISLA César, *El Movimiento de Mujeres en Lucha y el plan de convertibilidad*, UNR, Rosario, 2004, 70 p.

SANCHIS Norma & PEREZ RIAL Agustina, *Argentina's Movement of Agricultural Women in Struggle* (MML), International Gender and Trade Network, 9 p. (<http://web.igttn.org/home/>).

Le parcours d'une militante atypique: Ana Maria Riveiro

Née de parents paysans dans un village de la Province de Buenos Aires, Ana Maria décide de poursuivre des études pour être institutrice. Pendant plus de 20 ans, elle enseigne dans les quartiers populaires de Rosario.

La détresse des familles à laquelle elle est confrontée quotidiennement la révolte. Issue de la « génération du mai 68 français » comme elle s'en revendique, elle s'est engagée dans la dissidence pendant la dictature argentine. De 1976 à 1984, elle cherche à convaincre les rares touristes étrangers de rendre publiques les listes de «desaparecidos ». Dans les années 90, en butte avec le virage néolibéral pris par le gouvernement Menem, elle décide reprendre les études et devient avocate. Son souhait est de défendre les plus démunis. Après l'appel de Winifreda, elle rejoint le MML. Elle en est aujourd'hui la vice-présidente.